# La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

*«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée»* **V. Hugo.**

N° **1173** - mars 2016

## SOMMAIRE :

***page 2 Au fil des jours***

JEAN-PIERRE MON *relève la contradiction entre surproduction agricole et stagnation économique, et cite l'idée d'une monnaie "hélicoptère"...!*

***page 3 À la chasse aux mythes !***

MARIE-LOUISE DUBOIN *signale un économiste qui ose dénoncer les mensonges du catéchisme prêché par ses semblables, car c'est un encouragement à continuer de démonter les mythes qui ont conduit les économies dans l'impasse actuelle.*

***page 5 L'élevage français en révolution***

HENRI-CLAUDE MATTON *aborde la détresse des éleveurs... et la transformation de leurs méthodes sous la pression de la concurrence. Il les encourage à résister : c'est en mettant en œuvre des modes de production plus respectueux de la vie animale et des particularismes régionaux qu'ils trouveront leur salut et les consommateurs, leur santé.*

***page 8 L'État, entre puissance et fragilité***

BERNARD BLAVETTE *se réfère à Pierre Bourdieu pour rappeler que le pouvoir de l'État reste bâti, et entretenu par des rites, sur la croyance que le peuple a besoin d'être mené par un être supérieur.*

***page 10 Quand le précariat succède au prolétariat...***

JEAN-PIERRE MON *cite Guy Standing pour qui le prolétariat qui disparaît pouvait être séduit par une petite augmentation de revenus, alors que la classe émergente, celle du précariat, peut devenir suffisamment forte pour défendre la transformation des structures qui la ferait sortir de sa condition.*

***page 11 La reconnaissance***

FRANÇOIS CHATEL *s'appuie sur les recherches scientifiques récentes pour montrer qu'il est faux de croire que la lutte permanente de tous contre tous est une nécessité, l'être humain a bien plus besoin, pour s'épanouir, de gagner la reconnaisssance et l'estime des autres.*

**PRIX en FRANCE 2,20 €** ISSN : 2117-5047 *commission paritaire* N°0418 I 83051

### Retour aux années trente ?

Les deux problèmes majeurs qui ont lancé J. Duboin sur la piste de l'économie distributive sont le chômage et la surproduction. On ne peut que constater qu'aucun n'est résolu : le chômage sévit, pire que jamais, et la surproduction, qualifiée de "crise agricole", fait à nouveau la Une de l'actualité.

Comme la France, l'Espagne, l'Italie, la Pologne, les pays baltes,… ont tous des difficultés à vendre lait, fruits, légumes, porc, la Commission européenne a invité les États de l'UE à «*faire des propositions innovantes*» ! Et le mois dernier, le ministre de l'agriculture assurait que la Commission «*planchait sur de nouveaux mécanismes pour réguler le marché du lait afin de sortir de la spirale infernale de la surproduction*»[1]. Et Le Foll explique : «*il n'est pas question de revenir aux quotas laitiers, mais nous n'avons pas aujourd'hui les instruments de contrôle adéquats pour éviter un marché de surproduction qui s'emballe*»[1]. On donnerait des bonus aux producteurs de lait qui accepteraient de baisser leur production…

Le comble est que la production de lait de vache ayant augmenté de 5 % en un an, des producteurs n'ont rien trouvé de mieux que d'augmenter la taille de leurs exploitations pour compenser par le volume l'effondrement des prix ! Notons bien que certains exploitants très endettés y sont contraints pour rembourser les banques.

Cela n'empêche pas les plus gros à continuer à investir massivement pour produire encore plus, et plus facilemen[2]. Car la nouveauté, c'est dans les nouvelles technologies qu'elles se trouvent ! Les "plus gros" vont pouvoir acheter (très cher, mais il existe des déductions fiscales) des robots vachers (qui sont capables d'assurer seuls l'alimentation du bétail), des tracteurs sans conducteurs, des sondes (donnant automatiquement la température de l'air et du sol, les précipitations et la force du vent), des drones fermiers (pour cartographier les parcelles et mesurer les besoins en eau, en azote, en biomasse), des systèmes de guidage par satellite de tracteurs sans conducteur, qui permettent de labourer, faucher, moissonner, en optimisant les déplacements,…

La fin de la surproduction n'est donc pas pour demain, le scandale de «*La misère dans l'abondance*»[3] risque encore de perdurer…

### Aveugles et irresponsables

La croissance fléchit… On observerait cette tendance depuis le début des années 1980 aux États-Unis, en Europe, au Japon, … (et maintenant en Chine ?). On pourrait s'en réjouir parce que cela permet de conserver les ressources de la planète. Au contraire, de nombreux économistes s'inquiètent car pour eux, les pays industrialisés seraient entrés dans ce qu'ils appellent une phase de "*stagnation séculaire*" : ce ralentissement ne serait pas dû uniquement à la crise, mais au vieillissement de la population, au sous-investissement chronique, à la hausse des inégalités, et… à l'épuisement du progrès technique !

Le chantre de cette thèse serait l'Américain Robert J. Gordon, Professeur à l'Université Northwestern : il explique dans un ouvrage récent[4] que, depuis quarante ans, les innovations technologiques génèrent moins de croissance, dans les pays industrialisés, que la seconde révolution industrielle qui, avec ses grandes inventions (accès à l'eau courante, électricité, téléphone, moteur à explosion,…) avait entraîné une forte hausse de la productivité. Pour lui, la troisième révolution industrielle ne concerne qu'une sphère étroite (le secteur du divertissement, de l'information, de la communication) qui ne représente que 7 % du PIB américain. «*Elle ne bouleverse pas le quotidien des individus dans les mêmes proportions que les innovations passées*»[5].

Apparemment, il ne voit rien de ce qui se passe dans l'industrie et l'agriculture !

Il s'est quand même aperçu de la croissance des inégalités, de l'érosion des revenus réels et que les jeunes générations n'ont plus la possibilité d'atteindre un niveau de vie plus élevé que celui de leurs parents. Alors il propose de taxer plus fortement les très hauts revenus, mais en craignant que si les Républicains gagnent l'élection présidentielle ils ne fassent rien pour corriger les inégalités.

### Helicopter money

Martin Wolf, journaliste au *Financial Times* pense que, d'ici à 2025, une récession significative a de fortes chances de se produire au Royaume-Uni, aux États-Unis, dans la zone euro et au Japon. Qui plus est, «*les déséquilibres de l'économie chinoise, ajoutées aux difficultés de nombre d'économies émergentes, rendent le risque réel dès maintenant*»[6]. Doutant de l'efficacité des outils utilisés jusqu'ici pour maîtriser les récessions, Wolf pense que le meilleur instrument pour en venir à bout serait le «*largage d'argent par hélicoptère*»[7], expression désignant une émission monétaire permanente dans le but de doper les achats de biens et de services par les ménages et les gouvernements. «*D'un point de vue monétaire, cela équivaut à un assouplissement quantitatif permanent, comme cela semble être le cas au Japon[…] l'essentiel étant de laisser aux banques centrales le contrôle de la quantité d'argent à émettre*»[6].

**Jean-Pierre MON**

Références :

1. *Le Monde, Economie et entreprise*, 17/02/2016.

2. *Le Monde, Economie et entreprise, 04/03/2016.*

3. Sous titre du livre de J.Duboin, *Kou l'Ahuri*, publié en 1934. Disponible sur notre site **www.economiedistributive.fr**

4. *The Rise and Fall of American Growth* (= ascension et chute de la croissance américaine), Princeton University Press, 2016.

5 – *Le Monde, Economie et entreprise*, 21-22/02/2016.

6 - *Le Monde, Economie & entreprise, Idées*, 18/02/2016.

7 – *Les Echos*, 27/03/2013.

# À la chasse aux mythes !

L'aveuglement des économistes aux réalités actuelles ne date pas d'hier. Comme le rappelle Pierre Rimbert, dans *Le Monde Diplomatique* de ce mois, Jacques Duboin le dénonçait déjà en 1934 en faisant découvrir l'Abbaye de Sainte Économie à son fameux personnage, *Kou l'ahuri*.

Si seulement le catéchisme de la religion libre-échangiste, établi dans cette obscurité, y était resté confiné ! Mais hélas, il s'est universellement propagé: il dirige la conduite de ceux qui nous gouvernent, il dicte leurs discours et ceux des journalistes, et c'est finalement toute l'opinion publique qui y croit et par conséquent s'y soumet. Au point que le néolibéralisme passe maintenant dans les esprits comme étant une loi de la nature. Que la démocratie est devenue une chimère puisque si un peuple exprime sa volonté, on lui répond : non, ce n'est pas possible pour des raisons économiques que vous ne pouvez pas comprendre. Tout projet personnel est borné par des impératifs venus on ne sait d'où, mais savamment qualifiés "d'économiques". Et, alors que l'humanité est à un tournant de son Histoire, il n'est surtout pas question de présenter un projet de société vers un avenir meilleur : imaginer une alternative, c'est être hérétique !

Voilà pourquoi on ne nous entend pas quand on suggère de substituer une économie de partage à cette économie perverse de l'échange marchand. Cette idée de bon sens est *a priori* jugée irréalisable, venue forcément de gens qui ignorent tout de la "Science" économique ; en d'autres termes, elle ne mérite aucune attention parce qu'elle vient de doux rêveurs… ou de pire encore, allez savoir !

Devant la faillite, de plus en plus évidente, de ce qu'on dénomme "notre civilisation", il est d'autant plus urgent de dénoncer les mythes qui paralysent ainsi les imaginations que même les militants les plus révoltés par la situation actuelle n'y échappent guère. La majorité d'entre eux s'obstine encore à réformer, à chercher "des rustines" pour réduire certaines des nuisances du système du marché, mais sans que ses mécanismes pervers soient franchement dénoncés. C'est, en économie comme en écologie, «*regarder par la fenêtre quand la maison brûle !*». Cette politique de l'autruche, mue par la peur d'être traité "d'utopiste", aide, en fait, le système à perdurer.

Pour espérer sortir de l'impasse, il faut d'abord vaincre cette peur en montrant que le "économiquement correct" est construit sur des postulats faux. C'est ce qu'a entrepris J.Duboin, il y a plus de 80 ans, et que nous continuons. Des milliers de personnes l'ont compris, et c'est beaucoup pour des affirmations allant à contre-courant de ce que, avec bien plus de moyens, l'ensemble des médias n'a cessé de diffuser.

On peut espérer que les yeux s'ouvrent devant l'évidence : parce que trop c'est trop, le projet Medef-El Khomri de casse du code du travail, a suscité une pétition de plus d'un million de signatures en quelques jours, malgré un enfumage très soigné, ça ne s'était encore jamais vu!

Mais ça ne suffit pas. Parce que le public est si bien conditionné qu'il faut que la contestation vienne des économistes eux-mêmes, puisqu'ils sont réputés incarner la vérité dans leur domaine. Hélas, pour un économiste, remettre en question tout ce qu'il a appris, tout ce qu'il enseigne, tout ce qu'il écrit, depuis longtemps, donc tout ce sur quoi s'est établie sa propre notoriété, c'est scier la branche sur laquelle il est assis ! Seuls des économistes d'exception ont eu, jusqu'ici, un tel courage, par exemple, André Gorz et Bernard Maris…

Et si leur pensée n'avait pas été enterrée avec eux ? Un espoir est apporté par la sortie d'un petit livre, moins de 100 pages, à peine signalé, l'autre matin sur France Culture, par un entretien avec son auteur. Ah, si tous nos "responsables" politiques, se donnaient deux heures pour le lire ! Car non seulement il est très clair, et contient une foule de réflexions judicieuses, mais **il-est-écrit-par-un-économiste**! L'auteur, Éloi Laurent, de *Nos mythologies économiques*, est économiste à l'OFCE, il enseigne à Sciences Po et à l'Université de Stanford ! Je ne résiste pas à l'envie de citer quelques extraits pour inciter tout le monde à le lire (il côute 12 euros) : ● ● ●

D'abord dans le prologue : «*L'économie est devenue l'impératif social que ceux qui nous gouvernent ne sont plus capables d'imposer par la force ou la persuasion* […] *Plus que jamais "lugubre", l'analyse économique se voit ainsi réduite à un culte de la fatalité, mettant en scène un univers pénible d'obligations, de refus, de punition, de renoncements et de frustrations.* […] *Elle signe la fin des alternatives alors que sa vocation est justement d'ouvrir dans le débat public l'éventail des possibles* […] *Du coup, qui veut paraître important de nos jours "fait l'économiste"* […] *L'économie, c'est son paradoxe premier, est une mythologie qui désenchante le monde* […] *Le discours économique s'est incrusté dans l'opinion publique, et c'est là qu'il faut aller le déloger pour le remettre à sa place.* […] *Ce livre… veut redonner au lecteur le goût du questionnement économique, dont la disparition progressive est lourde de menaces pour notre débat démocratique.*»

Le premier chapitre décrit la mythologie néolibérale, qui : «*s'est insinué(e) dans les esprits comme le discours économique normal, celui dont la contestation relève de la déviation, sinon de la déviance*». Il en dénonce quelques contre-vérités, dont la première est celle-ci : *Une économie de marché dynamique repose sur une concurrence libre et non faussée*, dont il écrit : «*La vraie question, occultée par l'écran de fumée mythologique, est : qui assume les risques et les coûts de l'économie de marché ? Qui en possède les rentes ?* et plus loin : «*La puissance économique de l'État est parfaitement intacte, elle a simplement été mise au service d'une autre cause que le progrès social*». La deuxième contre-vérité qu'il dénonce dans ce chapitre est : «*Il faut produire des richesses avant de les redistribuer*» alors qu'au contraire, pour lui, «*Il faut s'interroger sur la primauté donnée à la production sur la répartition*» et, après avoir montré combien les inégalités sont coûteuses, il conclut que «*L'égalité est économe*». Les autres "fausses évidences" qu'il dénonce dans ce même chapitre concernent la gestion de l'État (pas la même que celle d'un ménage), l'affirmation que les régimes sociaux sont financièrement insoutenables et qu'augmenter la compétitivité est la clé de la prospérité. Je laisse à nos lecteurs le soin de découvrir les autres chapitres concernant les mythologies "social-xénophobe" et "écolo-sceptique", mais je tiens à souligner ces lignes extraites de l'épilogue : «*Le pouvoir économique, depuis l'avènement de la société industrielle* […]*utilise la mythologie pour pénétrer et coloniser les imaginaires.* Ces mythes *ont pour fonction principale de détourner l'attention des citoyens des véritables enjeux dont ils devraient se soucier et débattre.*»

*

Forts d'un tel soutien, continuons notre chasse aux mythes :

• Les agriculteurs sont furieux. Ils ont été poussés à s'endetter et à pratiquer des méthodes dont les résultats sont désastreux, ils ont augmenté le volume et baissé la qualité de ce que nous mangeons, et la façon dont les animaux sont traités est une honte*.
Ils n'imaginent toujours pas remettre en question la loi du marché … mais ils exigent que le gouvernement intervienne… sur les prix !
Suggérez-leur d'être au service de l'État, chargés d'assurer une nourriture saine aux habitants en entretenant aussi la santé de la terre et des animaux. Ils répondent que c'est leur proposer d'être fonctionnaires, et pour eux, c'est une insulte !
Ils veulent pouvoir vivre décemment de la vente de leurs produits… mais ils acceptent sans état d'âme, de recevoir des subventions !

• C'est au prolétariat qu'on doit le progrès social qui a été obtenu de haute lutte dans le passé. Ce n'est pas une raison pour croire qu'il va mener la même lutte quand tout est à refaire. Le chômage fait fondre cette classe. Les travailleurs qui ont un CDI passent maintenant pour des "nantis" dont le premier souci est de le conserver, à tout prix. C'est donc sur la classe "émergente" des CDD, le précariat, qu'il faut compter pour exiger le bon changement.

Deux autres articles abordent ci-dessous un domaine plus proche de la psychologie.
• Bernard Blavette s'appuie sur le cours au Collège de France de P. Bourdieu pour montrer la construction symbolique de l'État, bâti sur la croyance que le bon peuple a besoin d'être dirigé, d'être guidé par un être supérieur, par un meneur (mot traduit en allemand par Führer…). Tout l'éclat spectaculaire qui entoure, selon les époques, le sacre du chef, qu'il soit déclaré de droit divin ou bien issu d'élections bien "organisées", entretient cette soumission mythique. Et la dictature de la finance, aujourd'hui, passe d'autant mieux inaperçue.

• François Chatel fait appel aux résultats de recherches scientifiques récentes pour démolir un mythe très incrusté, consciemment ou non, dans les esprits : l'être humain doit se battre pour vivre. En réalité, ce n'est pas dans la rivalité, dans la lutte sans fin de tous contre tous qu'il peut s'épanouir. Bien mieux que dans la concurrence, c'est dans la coopération que sa personnalité se développe, pour gagner l'estime, la confiance, l'amour des autres, dont il a un très profond besoin…

**Marie-Louise DUBOIN**

* Si H-C Matton évoque ci-après un livre paru en 2013, c'est parce qu'il n'avait pas vu sur internet, il y a quelques jours, un film tourné sur le vif dans l'abattoir du Vigan : une horreur inimaginable ! À se demander comment le photographe a pu se retenir de l'envie de faire subir à leurs auteurs le traitement qu'il les voyait faire subir aux animaux !
Il semble que le choc a été tel que l'abattoir a été fermé…

# L'élevage français en révolution

Voilà de nouveau nos agriculteurs-éleveurs dans la rue. Et avec quelle rage, quel désespoir dans la violence de leurs actions ! On sent des gens aux abois, aux prises avec des problèmes ingérables. On ne sait pas si les pouvoirs publics mesurent l'ampleur de la crise, en tout cas, ils ont du pain sur la planche. Car enfin, nous pataugeons au cœur d'un marché mondialisé et force revient au producteur d'y adapter ses coûts de production. L'État ne peut rien à l'affaire, sauf à se fendre, comme d'habitude, de mesurettes dites structurelles qui ne vont pas aller bien loin. L'agriculture se débat depuis plus d'un demi-siècle avec ce genre d'aides structurelles qui compensent les aléas du marché. Les syndicats agricoles, notamment la FNSEA, ont accompagné et largement soutenu cette situation qui entérinait le système concurrentiel, pas toujours régulier pour des agricultures du Sud qui subissaient de plein fouet la concurrence des surplus générés à des coûts de dumping. Sont arrivés les quotas laitiers et la politique agricole commune qui allaient dans le sens de la compensation. La PAC avait pour objectif officiel de garantir un prix de base en limitant les volumes de production au sein de la zone euro, notamment pour le lait en surproduction endémique, et permettre aux agriculteurs d'accéder à des structures telles qu'elles offrent aux producteurs les moyens d'entrer bravement sur le marché concurrentiel, comme le marchand de lessive ou de machines à laver.

### LES EFFETS DE LA CONCURRENCE

Mais les producteurs français, restés attachés à l'agriculture familiale même largement mécanisée, sont maintenant en face de producteurs étrangers qui ont largement dépassé ce stade. Au début des manifestations, le présentateur d'Antenne 2 enfonçait le clou en soulignant la réalité de structures de production bien supérieures aux nôtres chez nos concurrents, notamment les allemands. Dernièrement, à propos du marasme sur le marché porcin, un reportage effectué en Espagne y montrait la présence, et la mainmise sur la production, de grandes sociétés de capitaux plus ou moins rattachées aux firmes d'aliment du bétail et aux abattoirs. Ces sociétés mettent en place d'énormes conglomérats de production et un personnel sous payé qui leur permettent de produire à des coûts bien inférieurs à ceux de nos producteurs. Le reportage s'attardait complaisamment sur une de ces usines de production de porcs à l'engrais, où les animaux sont entassés sur des caillebotis au-dessus d'immenses fosses à lisier, dans un état de saleté repoussant. Je m'attendais à un commentaire sur l'inconfort animal… mais le seul qui vint fut l'étalage de l'efficacité économique qui renvoyait nos producteurs à repenser totalement leur mode de production, le leur étant définitivement hors-jeu !

Impossible, en voyant ce montage, de ne pas penser au roman d'Isabelle Sorrente, *180 jours* qui décrit dans le détail un élevage industriel. C'est l'histoire de Martin, un prof de Faculté marié à une journaliste, qui est envoyé par son directeur du Département philo dans une porcherie industrielle pour y préparer une session sur les conditions de vie dans les élevages industriels. Il y est accueilli par le patron, qui le dirige vers le chef d'élevage. Et Martin découvre la réalité de l'élevage industriel : conception, maternité, post-sevrage, et engraissement de quinze mille porcs charcutiers produits sur 180 jours, dans sept bâtiments comprenant verrats et truies gestantes. Des animaux qui ne voient jamais la lumière du jour. C'est dans ces bâtiments que Martin va effectuer plusieurs séjours avec la petite équipe de porchers parfaitement rôdés. Jour après jour, il découvre l'horreur d'un monde concentrationnaire : le déclenchement hormonal des saillies, les cages de maternité, les porcelets éliminés (un peu comme les poussins, qui, en d'autres lieux, sont jetés vifs dans le broyeur), les caillebotis sur lesquels vivent les animaux, jusqu'à l'immense fosse à lisier. La noria des camions qui emmènent les animaux vers les abattoirs. Pour les porchers, c'est aussi, au contact de Martin, la rude épreuve de la révélation du désordre qui s'installe, la truie qui se révolte en tuant les porcelets qu'elle met au monde, le rejet d'un monde qui a perdu tous

ses repaires… Un roman, certes, mais parfaitement documenté sur l'élevage porcin moderne tel qu'il a été mis en place depuis quelques décennies en visant le maximum d'efficacité au détriment des animaux.

### LA DÉMESURE

Nos producteurs s'affolent, ils manifestent devant les projets démesurés comme celui des mille vaches, ce dernier, en effet, a fait tache

*«La scène se passe en Picardie, dans la Somme, entre Drucat et Buigny-Saint-Maclou, deux villages de 500 habitants sur lesquels s'est installée la plus grande étable de France. Mille vaches sur béton et près de 40 000 tonnes par an de déchets organiques fournissant de l'électricité, ce sont les objectifs que s'est fixés Michel Ramery, patron de BTP dans le Nord-Pas-de-Calais». Yannick Sanchez, 20/7/2014.*

ces dernières années, mais il n'a, sur le plan des techniques de production, rien de révolutionnaire par rapport à ce que l'on connaît, sinon la taille : conduite du troupeau et système d'alimentation sont rigoureusement identiques. Compte tenu de la pression de sélection, l'âge moyen des animaux en production n'excède pas 6 à 7 ans. La productivité est un critère fondamental qui conditionne la rentabilité. Au niveau alimentaire, les animaux qui peuplent les troupeaux laitiers ont des capacités d'ingestion décuplés, ce qui leur permet de consommer des quantités bien plus élevées que ceux dont la ration de base était le foin de prairie, environ 50% supérieur pour le système dorénavant classique à base de maïs complémenté de soja. Ce régime alimentaire hautement productif fait que les animaux flirtent constamment avec les troubles métaboliques.

C'est dire que nous avons lieu de nous interroger sur le bien-fondé d'appliquer les normes de productivité qui sont celles de la production de biens matériels, dans un domaine aussi sensible que celui d'êtres vivants qui ressentent la douleur comme nous-mêmes. Ces normes aboutissent à des situations de stress animal, que ce soit dans le domaine de la production laitière ou dans celui, encore plus sensible, de la production porcine (pour laquelle les implications éventuelles sur la qualité de la viande ont été mises en évidence).

### RÉFLÉCHIR ET RÉSISTER …

Le comble est que cette application ne résout pas le problème actuel de nos agriculteurs. Bien que largement aussi compétents que leurs homologues étrangers, ils n'ont pas les capacités financières de leurs concurrents.

Alors, amis éleveurs, poursuivre de votre vindicte le chef de l'État, les pouvoirs publics, et l'Europe, même si tous portent de grandes responsabilités dans la situation actuelle, ne changera rien à votre affaire.

Il faut réfléchir, envisager un autre cadre de production. Un cadre intégrant le respect de la vie animale et la mise en vente de vos productions, sans subir la concurrence de structures de plus en plus énormes, capables, elles, de satisfaire la grande distribution peu regardante sur la qualité des produits. C'est de là que peut venir votre salut, non seulement au plan économique, mais aussi sur le plan d'une nouvelle relation homme-animal, qui s'est tellement dégradée depuis un demi-siècle.

Des modes de production plus respectueux de la vie animale existent, ceux qui les utilisent sont probablement moins stressés que ceux qui ont cru que la seule productivité leur garantirait une vie décente.

### … POUR NE PLUS MÉPRISER NI LES ANIMAUX NI NOTRE SANTÉ

Ce sont probablement des mesures structurelles qui pourraient permettre, à la fois, une reconversion et la mise de produits de qualité sur un marché de proximité.

Les éleveurs d'aujourd'hui sont les successeurs de ceux qui ont enclenché le grand mouvement de modernisation de l'agriculture dans la seconde moitié du siècle dernier. Ils seraient bien inspirés de se rapprocher de ce qui avait fait de l'agriculture française un modèle, avec ses particularismes régionaux, ses relations au monde vivant, hors d'atteinte de ces élevages industriels démesurés que les financiers sont en train de promouvoir, au mépris des animaux et de notre santé.

**Henri-Claude MATTON**

*Nous ne saurions trop suggérer à nos lectrices et à nos lecteurs de faire le plus possible découvrir* **La Grande Relève** *à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner. S'abonner est en effet le meilleur moyen de soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonné(e)s, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.*

# L'État, entre puissance et fragilité

Après la désagrégation de L'Empire Soviétique à la fin du XXème siècle, on constate en ce début du troisième millénaire, sur une large partie du monde, un affaiblissement des États qui génère une montée du chaos, notamment sur le continent africain et au Moyen-Orient. Les vieux États-nations d'Europe ne sont pas non plus à l'abri de forces centrifuges qui menacent leur intégrité, comme en témoignent les velléités d'indépendance que l'on observe au Royaume-Uni (Écosse et peut-être Pays de Galles), en Espagne (Pays Basque, Catalogne), en Belgique avec les querelles entre Flamands et Wallons. Il est donc temps de s'interroger sur les causes de ce phénomène, ce qui revient à se pencher sur la nature de l'État et sur les fondements de sa légitimité.

Il est toujours difficile de discourir sur "l'État" parce qu'il s'agit d'une entité protéiforme qui a emprunté, au cours de l'histoire, des dénominations et des formes d'organisation multiples: principautés, cités-États, empires, fédérations, confédérations, républiques, sans oublier, bien sûr, ce dernier avatar étrange, inclassable et confus que constitue l'Union Européenne…

*

Pour la clarté du propos, nous poserons en préambule que nous nommons État tout corps politique composé d'un territoire précisément délimité, dont la population reconnaît une autorité centrale (élue ou non), dotée d'une bureaucratie et d'une police chargées de faire appliquer les décisions.

Il faut d'abord comprendre que l'État est omniprésent dans nos vies et cela à un degré tel que son action finit par devenir invisible, impensée tant elle fait partie du quotidien.

L'État possède tout d'abord le monopole de la violence légale dite "légitime". Violence physique avec la police et, éventuellement, l'armée dont le rôle consiste à faire respecter l'ordre établi, mais aussi, et peut-être surtout, violence symbolique lorsqu'il s'agit de surveiller la population, d'établir des hiérarchies entre les individus. Ainsi les fonctionnaires du corps judiciaire sont chargés de rechercher et de désigner les coupables des manquements aux lois et de prononcer les peines encourues. Le système éducatif dont l'État est le garant par les diplômes qu'il délivre, procède à un classement des populations avec d'une part les "élites" qui assumeront des responsabilités majeures au sein de l'État et/ou du secteur privé (énarques, polytechniciens….) et bénéficieront d'un large pouvoir et d'un important "capital symbolique", et d'autre part l'immense majorité de la population cantonnée à des tâches subalternes d'exécution et qui ne dispose que de bien peu d'opportunités pour influer sur les décisions engageant la collectivité en dehors des rituels électoraux.

On remarquera au passage que l'État organise largement la perpétuation et la reconduction des élites au pouvoir par une mansuétude judiciaire vis-à-vis des classes dominantes et une plus grande facilité, à la fois culturelle et matérielle, pour les jeunes issus de la bourgeoisie dans l'obtention des indispensables diplômes[1].

Le rôle de l'État est aussi crucial en matière économique car, contrairement aux balivernes énoncées par les économistes libéraux, le capitalisme et la concurrence qui va avec, ce n'est surtout pas le "laisser faire" : cela s'organise, et l'État est à la manœuvre de manière permanente. L'État est, avant tout, le garant de la confiance, sans laquelle aucune activité économique n'est possible. C'est l'État qui garantit la validité des contrats commerciaux et règle les litiges éventuels, c'est l'État qui enregistre et fait respecter les brevets, si chers aux entrepreneurs, c'est l'État qui fixe les rapports entre employeurs et employés par l'intermédiaire du droit du travail, c'est l'État qui organise les grandes infrastructures indispensables à l'activité d'un pays : réseau routier, ferroviaire et aérien, distribution de l'énergie... Enfin, comme nous l'avons constaté lors des nombreuses crises générées par le capitalisme, l'État est l'ultime recours, celui vers lequel tout le monde se tourne en cas de difficultés de niveau systémique.

Mais l'État intervient aussi dans notre vie de tous les jours. Il est le gardien du calendrier, c'est lui qui fixe l'heure, et il ne vient à personne l'idée de contester nos changements d'horaires biannuels. L'État règle aussi notre vie privée en enregistrant les mariages, les PACS, les divorces, les séparations, les naissances et les décès. On mesurera l'importance pour chaque individu de cette reconnaissance par l'État de ce qui est, après tout, du domaine strictement personnel en considérant la lutte acharnée menée par les homosexuels pour obtenir la possibilité de se marier à la mairie.

Remarquons aussi que l'État n'est pas un corps ● ● ●

monolithique qui serait exclusivement au service des classes dominantes. Certains secteurs participent largement aux luttes sociales : c'est particulièrement le cas des enseignants, toujours prompts à se mobiliser, des personnels de certaines entreprises publiques, ou même d'une fraction du corps judiciaire, notamment les juges membres du Syndicat de la Magistrature qui dénoncent régulièrement les pressions du pouvoir politique ou les tentatives d'empiètement sur les libertés publiques. En fait, les rapports de forces au sein de l'État sont le reflet de la puissance du mouvement social. Aujourd'hui, profitant de l'apathie générale largement due aux sirènes de la société de consommation, une oligarchie économico-financière internationale a littéralement phagocyté les principaux rouages des États riches du nord et largement infiltré le personnel politique, désormais au service de l'hyper bourgeoisie mondiale.

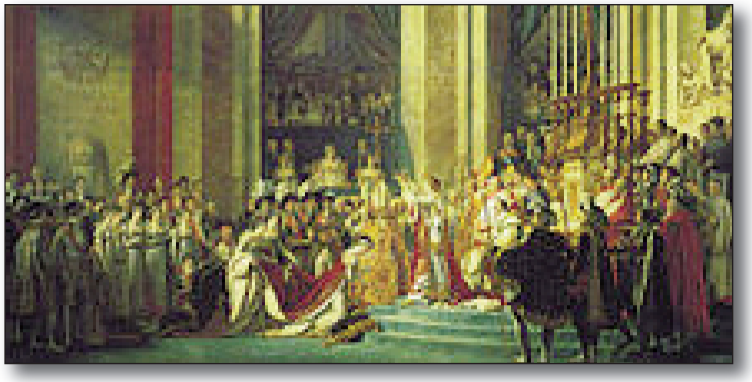
L'État possède donc un immense pouvoir et peut apparaître comme une entité surplombante, largement au-dessus de la mêlée.

Et pourtant l'État a peur en permanence car il se sait extrêmement fragile. En témoigne le nombre ahurissant de lois visant à renforcer la "sûreté de l'État" votées dans les différents pays du monde au cours de l'Histoire. En faire un recensement exhaustif serait impossible et il semble que tel l'horizon qui s'éloigne perpétuellement, la dite "sûreté" ne soit jamais assez assurée, comme en témoigne en France l'actualité la plus récente.

Il est à cela une raison majeure : comme le souligne le sociologue Pierre Bourdieu, le pouvoir étatique ne repose sur aucune légitimité véritable, il est le résultat d'une simple croyance et il le sait[2]. Il faut alors toujours plus de répression vis-à-vis de toutes actions et individus pouvant mettre la croyance en doute et le pouvoir en péril.

Comme le remarque le sociologue Frédéric Lordon évoquant le régime carcéral particulièrement sévère appliqué aux membres d'Action Directe «*Il vaut mieux être le pire meurtrier d'enfants que l'ennemi de l'État*»[3].

Le fondement de la légitimité du pouvoir étatique est un problème crucial qui n'a pourtant jamais été résolu. Dès les premières cité-États (Sumer, Babylone…), en passant par les grandes entités politiques qui façonnèrent le monde (Égypte des pharaons, Empire romain, Empire chinois…)[4], jusqu'aux États composant la chrétienté occidentale, les classes dominantes ont, de façon très pragmatique, imaginé de fonder leur légitimité sur la référence à un (ou des) êtres supérieurs. Le souverain était donc l'émanation de la volonté divine dont les castes de prêtres étaient les représentants et les intermédiaires sur la terre. Cette croyance devait être confortée en permanence auprès des peuples par les grandes fêtes religieuses célébrées tout au long de l'année: le Roi, l'Empereur ainsi que les principaux représentants de la noblesse apparaissaient alors aux côtés du clergé pour remercier le Dieu «créateur de toute choses» du pouvoir qu'il leur a conféré et de la vie qu'il a octroyée à la multitude. Cette mise en scène atteint son point culminant lors du sacre d'un nouveau souverain, par exemple dans la cathédrale de Reims pour ce qui est de l'Ancien Régime en France. À cet égard, le *Sacre de l'Empereur Napoléon Ier et couronnement de l'Impératrice Joséphine dans la cathédrale Notre-Dame de Paris*, tableau de David exposé au musée du



Louvre, est plus explicite qu'un long discours… Il s'agit là de l'ultime tentative en Europe de légitimer un pouvoir par la religion.

Car les croyances sont éphémères, et à partir de la Renaissance, avec la redécouverte de la pensée grecque et surtout avec les philosophes des Lumières, le caractère sacré des souverains a été largement mis en doute, et l'exécution de Louis XVI constitue une étape décisive dans la désacralisation du pouvoir.

La bourgeoisie, qui devient alors la nouvelle classe dominante, est avide de légitimité. L'idée de "démocratie", empruntée à la Grèce antique, va être utilisée, mais en vidant le concept de son sens profond. Selon le dictionnaire *Le Robert* la démocratie est «*une doctrine politique d'après laquelle la souveraineté doit appartenir à l'ensemble des citoyens*». Pourtant, à la faveur de l'inévitable délégation des pouvoirs à des représentants, la conduite des affaires publiques va être accaparée par une caste de politiciens professionnels qui se mettront le plus souvent au service des intérêts dominants.

Les peuples vont donc vivre dans l'illusion de la démocratie, entretenue régulièrement aujourd'hui par la "cérémonie" des élections au suffrage universel, particulièrement bien adaptée à la période médiatique que nous traversons.

Nous avons droit aux sondages qui, tels les oracles de l'antiquité, mais revêtus d'une onction scientifique, prétendent prédire l'avenir et entretiennent le suspens.

Nous pouvons admirer la campagne d'affichage

de chaque candidat avec ses slogans souvent vides de sens, mais qui pèsent lourd, face à une population sensible surtout à l'émotion de l'instant. Souvenons-nous de *La force tranquille* apparaissant à côté de la photo du candidat sur fond de village bucolique bien français lors de la première élection de François Mitterrand ou du *Yes we can* de Barak Obama : selon les publicitaires, ils sont deux chefs-d'œuvre de marketing politique.

Mais la mise en scène va atteindre ses sommets avec le débat opposant les deux finalistes, qui ne fait que confronter deux ambitions antagonistes, et surtout, le jour de l'élection, avec la figure du vainqueur apparaissant sur les écrans à l'heure dite, suivie par les rafales de déclarations et commentaires. Les représentants du peuple sont alors élus sur de vagues programmes, sur des déclarations à l'emporte-pièce qui n'engagent à rien. Mais l'illusion est entretenue, la croyance en un réel processus démocratique demeure, les détenteurs du pouvoir sont confortés.

Tout ce déballage médiatico-publicitaire a pourtant été décortiqué depuis longtemps par le journaliste américain Joe Mc Ginniss dans son ouvrage *Comment on vend un Président* (1970) qui analyse de façon extrêmement précise la campagne électorale de Richard Nixon et qui peut se résumer ainsi : on *vend* un Président de la même manière qu'un paquet de lessive, un téléphone portable ou un séjour sur une île de rêve…

Nos «*démocraties modernes*» ne reposent donc que sur du sable, du vent, une simple croyance par nature fluctuante, et là réside toute la faiblesse de nos États.

L'effondrement de l'URSS à la fin du XXe siècle nous a permis d'assister, quasiment en direct, à la fin d'une croyance. Les grands idéaux de la Révolution d'Octobre 1917, paix, égalité, justice, prospérité à travers la marche vers le socialisme, puis le communisme, ont été tellement dévoyés vers un totalitarisme absurde que la croyance dans la légitimité de l'État a disparu. L'Union Soviétique avec tous ses missiles atomiques et ses milliers de chars de combat, s'est alors désintégrée, elle s'est effondrée sous son propre poids, comme un château de sable, sans même avoir été attaquée par un envahisseur, comme ce fut bien souvent le cas pour les empires du passé. Une période de chaos au cours de laquelle les chefs d'États s'apparentent plutôt à des chefs de bandes mafieuses s'en est suivie, période qui se prolonge toujours aujourd'hui.

De manière quasiment symétrique, il semble qu'en ce début du troisième millénaire la croyance dans le caractère démocratique, et donc la légitimité de nos États-nations, subisse un processus d'érosion accélérée, dû notamment à la montée vertigineuse des inégalités, à l'État de crise permanent devenu structurel, à la catastrophe écologique, chaque jour plus évidente, et à l'incapacité ou le manque de volonté des dirigeants élus à proposer des solutions aux désordres qui nous affectent. Les signes significatifs de la perte de légitimité des pouvoirs en place se multiplient : perte de confiance généralisée dans le personnel politique, désintérêt grandissant pour les processus électoraux avec montée de l'abstention, recours à des partis politiques diffusant des thèses simplistes et contraires aux droits humains élémentaires (replis nationaliste, racisme…), corruption, retour du fanatisme religieux…

Après l'échec de l'expérience socialiste soviétique, ce désordre généralisé signe à son tour l'incapacité du capitalisme néo-libéral à gérer notre planète suivant les principes de la justice et de la raison.

Le «contrat social» tel que l'avait rêvé Rousseau, le communisme marxiste, le socialisme utopique (Proudhon), la «*démocratie délibérative*» chère au philosophe Jürgen Habermas dans lesquels les citoyens s'assemblent et débattent pour décider de leur avenir semblent inaccessibles.

Mais l'histoire montre que les révolutions apportent parfois des avancées notables, et comme le souligne Frédéric Lordon[3] on ne peut «*tenir la rue*» en permanence et le pouvoir finit toujours par être confisqué au profit d'une caste quelconque.

N'y aurait-il donc rien à espérer ?

Ce texte n'a bien évidemment pas l'ambition d'apporter des réponses à des questions sur lesquelles buttent, depuis des millénaires, les plus grands penseurs. Pourtant rien ne nous interdit d'avancer quelques idées et d'emprunter quelques chemins peu fréquentés.

**Bernard BLAVETTE**

Références

1. Sur la question de la reproduction des élites lire *Les héritiers* du sociologue Pierre Bourdieu.
2. *Sur l'État*, Cours au Collège de France 1989-1992 par Pierre Bourdieu, éd. du Seuil/Raisons d'agir, 2012.
3. *Impérium – Structure et affects des corps politiques*, par Frédéric Lordon, éd. La fabrique, 2015. Rappelons que le groupe Action Directe est responsable de l'assassinat du PDG de Renault Georges Besse (1986) et de l'Ingénieur Général de l'Armement René Audran (1985). Ils sont aujourd'hui en liberté conditionnelle après plus de 20 ans d'incarcération dans des conditions extrêmement sévères (isolement, manque de soins médicaux…) qui amenèrent une vive protestation de la Ligue des Droits de l'Homme en 2004.
4. Ainsi l'Empereur chinois était-il qualifié de «*Fils du ciel*».
5. *Exister : Méthodes de Spinoza*, par Maxime Rovere – CNRS Editions, 2010.

# Quand le précariat succède au prolétariat…

• Chez les Romains, le prolétariat désignait les citoyens de la plus basse classe, ceux dont les **enfants** étaient la seule richesse.

• Chez Marx, le prolétariat est la classe sociale constituée par les travailleurs qui ne possèdent pour vivre que leur **force de travail** : pour survivre, les prolétaires doivent donc louer leur force de travail à ceux qui détiennent les moyens de production (le capital). Le prolétariat est composé des salariés et des chômeurs ; le prolétariat agraire est constitué des ouvriers agricoles et des paysans pauvres.

• Le néologisme "**précariat**", popularisé en France à la fin des années 1970 par les Bordiguistes[1], a été largement utilisé par le sociologue français Robert Castel qui le définissait comme *«un infra-salariat qui se développe en deçà de la société salariale et qui ne permet plus d'assurer l'indépendance économique et sociale des travailleurs»*[2].
Selon Alex Foti, économiste italien, animateur du mouvement européen des précaires, *«le précariat est à la firme post-industrielle ce que le prolétariat était à l'entreprise industrielle»*.
Et pour la sociologue française Évelyne Perrin *«dans la nouvelle organisation capitaliste, le précariat devient structurel, et pour les patrons, il s'agit de lui faire supporter le risque de l'emploi, d'externaliser tout ce qui était protection sociale et garantie collective contre la perte d'emploi»*.

• Plus récemment, Guy Standing[3] a utilisé le terme de "précariat" pour désigner une nouvelle classe sociale en gestation[4], celle des gens qui ont **plusieurs petits boulots** et qui cependant ont du mal à assurer leurs fins de mois. *«Le précariat est la première classe de l'histoire qui possède le niveau de formation le plus élevé par rapport au travail rémunéré qu'on lui offre. C'est la première classe "surqualifiée"»*[5]. Cette classe va des étudiants boursiers aux migrants en situation irrégulière… en passant par les "déchus" de la classe moyenne, la classe qui se rétrécit, qui devient aux États-Unis *«la classe anxieuse»*[6], comme la qualifie Robert Reich, classe qui se sent abandonnée et *«prête à se jeter dans les bras d'un homme fort»*.

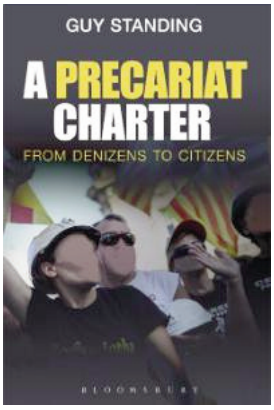
### Le dépérissement des classes moyennes

Les États-Unis ne sont pas un cas exceptionnel. Comme le montre une étude récente de *France Stratégie*, depuis la crise de 2008 la classe moyenne française (2 Français sur 3) subit elle aussi un recul de ses effectifs et de son revenu médian : *«ceux qui en font partie s'appauvrissent et ont de moins en moins de chances de pouvoir se hisser vers les hauts revenus* […], *l'accroissement de la part des bas revenus s'expliquant par le chômage massif qui fait basculer certains ménages français vers les classes les plus modestes»*[7].
Entre 1996 et 2012, les revenus de la classe moyenne ont diminué de 1,5 % en France et de 3,6 % aux États-Unis. Et dans le même temps, en France comme aux États-Unis, les inégalités se sont accrues par le haut : les riches sont devenus de plus en plus riches. Durant cette même période, la part des revenus détenus par les plus riches a gagné 4 points en France pour atteindre 28,5 % de la richesse nationale et 5 points aux États-Unis où elle en représente désormais 47,3 %.
Le rapport de *France Stratégie* montre aussi que les études supérieures assurent de moins en moins l'accès vers les hauts revenus : seuls 30 % des titulaires d'un bac + 3 se situent dans cette classe aisée, alors que la proportion atteignait 40 % en 1996. Les inégalités se creusent aussi entre les classes d'âge : ce sont les jeunes Français qui sont les plus mal lotis et les plus exposés au risque de pauvreté.
Peut-on dire que ces constats annoncent un déclin, comme celui de la classe moyenne américaine (1 Américain sur 2) dont l'érosion a commencé il y a quarante ans ? Pour l'auteur de l'étude *«il est trop tôt pour dire si ces phénomènes d'érosion de la classe moyenne française et d'augmentation des inégalités sont temporaires ou s'ils marquent, comme aux Etats-Unis, une rupture durable»*[7].

### Un effet de la mondialisation néolibérale

Durant la période qui correspond, en gros, aux "Trente Glorieuses" (1945-1970), les gouvernements "socio-démocrates" des pays occidentaux ont développé les services publics et mis en place des systèmes d'aides sociales, d'assurance maladie, des allocations chômage… garantissant un certain bien-être. Mais au début des années 80, avec l'arrivée au pouvoir des gouvernements néolibéraux (notamment ceux de M. Thatcher au Royaume-Uni et D. Regan aux États-Unis), la social-démocratie s'est effondrée en s'ouvrant de plus au plus au marché mondial. *«Depuis ces années 80, le nombre de personnes qui appartiennent au marché mondial du travail a quadruplé.*

*C'est-à-dire que deux milliards de personnes de plus se sont incorporées à ce marché (en majorité des Indiens et des Chinois) qui ont des salaires cinq fois inférieurs à ceux d'Europe ou des États-Unis. Nul besoin d'être un grand économiste surdiplômé pour comprendre que cela implique l'effondrement de la vieille social-démocratie européenne»*[8].




Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le précariat et les inégalités commencent aussi à se développer rapidement dans les pays scandinaves. Or, pour Standing, si l'on ne veut pas revoir le développement des dictatures comme dans les années 1930, il faut mettre en place des politiques qui viennent du précariat et pour le précariat : «*Car c'est la seule classe qui ne peut être séduite par une petite augmentation de revenus ou par un peu plus de sécurité. C'est une classe qui veut la transformation des structures et je crois que c'est ce qui en fait une classe émergente. D'un point de vue marxiste ou même hégélien, c'est une classe très radicale qui veut devenir suffisamment forte pour en finir avec les conditions mêmes qui la définissent. Tout ce que veulent les autres classes (les élites, la plutocratie, le salariat) c'est faire croître ce qu'elles ont ; elles ne souhaitent aucune transformation des structures. Le vieux prolétariat ne souhaite lui non plus la moindre transformation : tout ce qu'il veut c'est revenir à la vieille normalité»*[8]. Parmi les mesures à mettre en place selon Standing[5], figure en priorité l'instauration d'un véritable revenu universel. Nous y reviendrons donc…

**Jean-Pierre MON**

Références

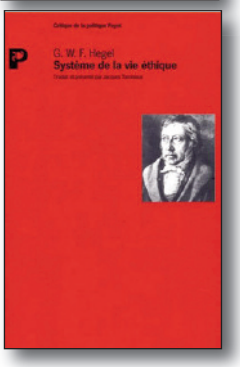
1. Sociologues italiens analysant les changements sociaux et les enjeux de pouvoir.
2. *Refaire société*, La République des Idées, Seuil, 2011, p. 21.
3. Guy Standing, professeur à l'Université de Londres, membre cofondateur de BIEN, a travaillé pendant plus de trente ans à l'Organisation Internationale du Travail.
4. Voir *GR* 1167, août-septembre 2015.
5. G.Standing , *A Precariat Charter*, Bloomsbury ed., 2014.
6. Voir *GR* 1171, janvier 2016.
7. *France Stratégie*, David Margerit, Note d'analyse 41, 11/02/16.
8. Guy Standing, interview à *Directa* (**https:directa.cat/precariat**), 03/12/2015.

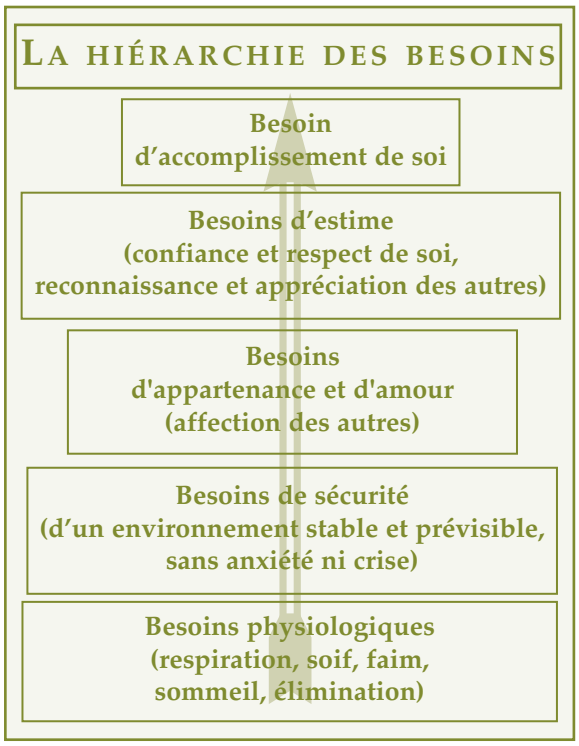
*Le nombre des chômeurs est régulièrement publié. Pourquoi le nombre des offres d'emplois ne l'est-il jamais ? Serait-ce pour éviter qu'on les compare ?*

# La reconnaissance

Dans *L'engagement* (*GR* 1171, page 9) j'évoquais la gradation des besoins selon la pyramide dite de Maslow (voir page suivante), dans laquelle chaque palier doit connaître une part d'assouvissement pour que le suivant soit abordé dans le but d'y trouver une gratification. Les besoins d'appartenance et d'amour et ceux de l'estime de soi se situent après la satisfaction des besoins basiques de subsistance (l'Avoir), et ils conditionnent l'étape suivante, l'accomplissement de soi (l'Être). Le besoin de reconnaissance1 se situe donc à un niveau clé : celui qui marque le passage d'une préoccupation matérialiste, qui est celle à laquelle une société capitaliste se limite, à l'espace de la réalisation des êtres, ce qu'une société distributive se donne pour objectif[1].

C'est dans *La lutte pour la reconnaissance*, que le successeur de Jürgen Habermas à la direction de l'Institut de recherche sociale de l'université de Francfort, Axel Honneth, remet en lumière et commente la thèse de Friedrich Hegel qui dans *Système de la vie éthique* présuppose «*l'existence d'obligations intersubjectives comme une condition quasi naturelle de tout processus de socialisation humaine… basée à la fois sur un développement des liens communautaires et un accroissement de la liberté individuelle* […] *Hegel explicite ainsi l'idée que toute coexistence humaine présuppose un rapport élémentaire d'acquiescement mutuel entre sujet,s sans lequel aucune forme de communauté n'aurait jamais pu apparaître*»[2]. Honneth y adjoint le travail, réalisé un siècle plus tard, d'Herbert Mead et montre combien ils révolutionnent les rapports entre la






société et l'individu, par le rôle prédominant de la reconnaissance à laquelle ils attribuent trois catégories interdépendantes : amour, droit, estime.

### HALTE AUX PRÉCEPTES SAUGRENUS

Insistons sur le fait que ces thèses s'appuient sur les progrès des sciences sociales. Or elles sont à l'opposé de celles sur lesquelles s'étaye le capitalisme, et notamment sur le présupposé affirmé par Machiavel pour qui les hommes sont mauvais par nature : «*Le changement de philosophie sociale a pris naissance dans la république florentine avec Nicolas Machiavel pour qui l'homme se présente comme un être égocentrique, uniquement préoccupé de son propre intérêt. D'où un état permanent de rivalité et d'hostilité entre les sujets afin de maintenir et étendre la puissance de la collectivité. Ainsi les hommes seraient constamment unis par une relation de méfiance et de craintes mutuelles, exploitée au profit du pouvoir en place, seul garant de la pondération des intérêts de chacun*»[2] ; et sur celui de Hobbes qui considérait que l'homme est «*un loup pour l'homme*» et que la société est en état permanent de «*guerre de tous contre tous*».

«*Les cent vingt années qui séparent Thomas Hobbes de Machiavel ont suffi à donner à cette conviction ontologique fondamentale la forme mûrie d'une hypothèse scientifique*»[2]. Il est désolant de constater combien l'opinion générale demeure endoctrinée par ces thèses erronées que l'on retrouve dans les discours prononcés depuis des siècles par les pouvoirs gouvernementaux et religieux en recherche de maintien de leurs prérogatives et repris par tous les médias à leur solde.

### DU PRÉCIEUX DÉJÀ VU

La «*quête de reconnaissance*»[3], (plutôt que «*lutte*» selon A. Honneth), occupe une place prépondérante dans la formation et la cohésion des sociétés, et ceci depuis les sociétés ancestrales, comme le montre Marcel Mauss[4].

Hegel explique autrement la nature des relations obligatoires des individus entre eux, au sein de la société. Au lieu de les considérer comme des conflits permanents, il propose un incessant flux de formation entre les individus, qui autorise leur autonomie : «*Le projet de Hegel consiste à fonder une société réconciliée conçue comme une communauté réalisant l'intégration éthique de citoyens libres. Cela signifie que la vie publique doit être considérée comme une possibilité offerte à tous les individus d'accomplir leur liberté*»[2]. Cette société devra posséder, sur le plan politique et pratique, des institutions permettant de garantir ces libertés. Hegel trouvera une réponse satisfaisante en réinterprétant la théorie de la reconnaissance de Fichte[5], en s'inspirant du *Discours sur l'origine de l'inégalité* de J.J. Rousseau et en donnant un sens nouveau au concept hobbésien de «*lutte*».

«*Les relations éthiques d'une société représentent pour [Hegel] l'expression d'une intersubjectivité pratique dans laquelle le lien de complémentarité, et donc de nécessaire solidarité des sujets opposés entre eux, se trouve garanti par un mouvement de reconnaissance mutuelle.*»[1] C'est grâce à ce mouvement permanent que s'élabore progressivement la prise de conscience en constante évolution de soi et de sa place au sein de la communauté.

### L'AMOUR TOUJOURS

La première marque de reconnaissance attendue par tout individu consiste à recevoir de l'amour. «*La relation d'amour constitue une condition nécessaire de tout développement ultérieur de l'identité du sujet et lui procure une dose indispensable de confiance en soi*»[2] L'acquisition de l'autonomie et de la volonté de participer à la vie publique passe par le sentiment d'être accepté et accueilli favorablement au sein de la communauté. «*Quand il est sûr de l'amour maternel, l'enfant acquiert une confiance en lui-même qui lui permet de rester seul sans inquiétude. Cette acquisition de l'autonomie donne à l'individu la confiance en soi sans laquelle il ne peut participer de façon autonome à la vie publique.*»[2]

### LE DROIT

La seconde marque de reconnaissance autant attendue par chacun se rapporte au sentiment de justice. Le bénéfice de droits individuels prouve à chacun sa possibilité d'exprimer des

besoins socialement admis, et d'exercer des activités légitimes ainsi reconnues par ses concitoyens. Ces droits interviennent dans la formation du respect de soi. «*Le respect de soi est à la relation juridique ce que la confiance en soi est à l'amour*»[2]. C'est dans la première moitié du vingtième siècle qu'il fut progressivement admis que tous les membres de la société devaient avoir, à égalité, le droit de participer à la volonté démocratique. Or, ce droit politique de participation reste fictif si chacun ne peut bénéficier de moyens économiques qui permettent de le garantir et de l'exercer. D'où l'adoption dans les pays occidentaux du modèle de «*l'État-Providence*».

C'est ce qui nous permet de saisir toute la gravité des conséquences matérielles et psychologiques de la remise en question de ce modèle. L'institutionnalisation de la précarité, par une caste de proclamés "experts", détruit à la fois la sécurité économique et la démocratie.

Ce que nous soutenons, en proposant l'économie distributive, revient justement à lutter contre cette tendance désastreuse. Il faut revendiquer l'instauration d'une démocratie directe en la garantissant par la distribution du revenu universel et la généralisation du contrat civique, cet engagement réciproque entre l'individu et la société.

Si l'amour apporte la confiance en soi et permet l'acquisition de l'autonomie, le passage à l'âge adulte consiste pour chacun, dans une société moderne, à reconnaître l'autonomie des autres, à les considérer comme détenteurs de droits, à prendre conscience de l'existence d'un «*autrui généralisé*» et du fait que chacun a droit au titre de «*personne juridique*».

Vivre dans une société sans droits individuels serait n'avoir aucune chance d'acquérir le respect de soi-même : «*Avoir des droits, cela nous permet de «garder la tête haute», de regarder les autres dans les yeux et de nous sentir fondamentalement l'égal de tous. Se considérer comme détenteur de droits, c'est développer un sentiment de fierté légitime, c'est avoir ce minimum de respect pour soi-même sans lequel on ne serait pas digne de l'amour et de l'estime d'autrui… ce qu'on appelle la «dignité humaine» n'est peut-être rien d'autre que la capacité reconnue de revendiquer un droit*»[6].

Pour Hegel, «*Le droit est la relation de la personne dans son comportement avec l'autre, la relation qui reconnait.*»[2]

Et c'est Mead qui propose de parler d'une relation de reconnaissance réciproque : «*c'est cette identité capable de se maintenir dans la communauté, qui est reconnue dans cette communauté pour autant qu'elle reconnaît les autres.*»[2]

## L'estime

«*Les sujets humains n'ont pas seulement besoin de faire l'expérience d'un attachement d'ordre affectif et d'une reconnaissance juridique, ils doivent aussi jouir d'une estime sociale qui leur permet de se rapporter positivement à leurs qualités et à leurs capacités concrètes*»[2]. La quête de l'estime, de la reconnaissance par la communauté de la valeur de ses qualités et capacités propres et leur signification sociale au regard du système de valeurs de la société, va amener l'individu à s'assurer de son originalité et de l'unicité de sa contribution à l'organisation de la vie sociale. Certes, le travail, ou plus précisément l'activité sociale, représente une démarche importante pour chacun dans la quête de la reconnaissance et de l'estime de soi, mais elle n'est pas suffisante dans une société constituée de personnes réellement autonomes. Les préoccupations familiale, politique et sociale ne peuvent être disqualifiées par rapport à la considération attribuée au travail, comme il est fréquent dans notre société libérale au risque d'engendrer des troubles individuels qui nuisent à l'équilibre de la société.

L'estime se rapporte à une échelle de valeurs préalablement définie par la communauté. C'est ainsi que, par exemples, les notions de «prestige» et de «considération», désignent le degré de reconnaissance sociale que le sujet s'attire par la manière particulière dont il parvient à faire coïncider son expression personnelle et la concrétisation des fins abstraitement définies de la société.

Cependant, cette échelle de valeurs a une conséquence néfaste en matière de justice et de véritable démocratie. Le système hiérarchique de nos sociétés actuelles conduit à la lutte pour le "pouvoir", ce pouvoir dont l'utilisation et le maniement peuvent être explosifs.

Car il ne s'agit pas de confondre, comme disait Henri Laborit[7], l'information *spécialisée* et l'information *généralisée*. La première est liée au domaine professionnel et à la division des fonctions, elle établit des hiérarchies en accord avec les compétences et les capacités, elle ne peut qu'être contenue dans l'espace productif des biens et des services. La seconde est liée au domaine social, elle est destinée au citoyen afin qu'il puisse, en toute connaissance, exercer son rôle en tant que détenteur de droits, au même titre que chacun des autres. C'est pourquoi une hiérarchie de valeurs, concrétisée par des inégalités de rémunérations, n'a pas sa place dans le domaine social. Confondre les fonctions professionnelles et les statuts sociaux revient à perpétrer une société de dominants et de dominés, dans laquelle les soumis chercheront inlassablement à conquérir un faux pouvoir, celui de consommer.

Si on veut sortir de cette civilisation productiviste, destructrice des hommes et de l'environnement, et dans laquelle le pouvoir est aux mains de ploutocrates, il faut absolument séparer fonction professionnelle et rôle de citoyen. La première mesure à prendre consiste donc à libérer l'activité de toute idée de "salaire" à "gagner", par l'assurance d'un revenu universel distribué à chaque citoyen pour le libérer, pour assurer l'égalité économique qui est garante d'une vraie démocratie.

### Reconnaissance et consommation

En résumé, suivant A. Honneth, 1. l'expérience de l'amour donne accès à la confiance en soi, à l'autonomie ; 2. l'expérience de la reconnaissance juridique garantit à la fois le respect de soi et la conscience d'autrui, concrétisée dans un rôle de citoyen ; et 3. l'expérience de la solidarité, de la coopération, aboutit à l'estime de soi, à la prise de conscience de ses qualités et capacités pour aborder et conquérir la réalisation de soi.

Suivant la pyramide de Maslow, la reconnaissance aura rempli son rôle lorsque l'individu pourra aborder sereinement la réalisation de soi. Incluse dans le mouvement de réciprocité entre l'individu et la société, cette reconnaissance ouvre des possibilités individuelles et sociales de progrès dans la connaissance et dans la conscience, et une idée du bonheur autre que matérielle.

Maintenir l'argent, c'est-à-dire l'accès à la consommation, comme moyen d'expression de la reconnaissance, revient, pour Jürgen Habermas, à empêcher tout individu de s'émanciper des seuls besoins primaires relatifs à l'avoir. Et pour Georges Sorel la seule considération de l'intérêt individuel constitue un obstacle fondamental à la connaissance des mobiles moraux qui motivent les hommes dans leurs relations. Et comme l'expriment Brennan et Pettit, la réputation d'une personne n'aurait aucun sens si l'estime «*n'avait d'autre valeur pour nous que de nous procurer des biens de consommation*»[8] !

### La réalisation de soi

Prendre conscience de soi, nous dit Hegel, nécessite l'existence d'au moins un autre que soi pour savoir quelles réactions notre comportement suscite chez ce partenaire. C'est ainsi que progressivement, grâce aux multiples relations sociales, «*les trois formes de reconnaissance de l'amour, du droit et de l'estime sociale, créent ensemble les conditions sociales dans lesquelles les sujets humains peuvent parvenir à une attitude positive envers eux-mêmes ; car c'est seulement quand elle a acquis dans l'expérience successive de ces trois formes de reconnaissance un fonds suffisant de confiance en soi, de respect de soi et d'estime de soi, c'est alors seulement qu'une personne est en mesure de se comprendre pleinement comme un être à la fois autonome et individualisé, de s'identifier à ses fins et à ses désirs.*»[2] Les éléments sont dès lors réunis pour aborder dans les meilleures conditions la réalisation de soi. Encore faut-il que le système social accorde à chacun la possibilité de choisir sa voie dans le cadre des droits que la communauté, par son pouvoir législatif, a démocratiquement définis. Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui dans nos sociétés, même occidentales, où règne un capitalisme qui, en maintenant le monde au niveau primaire des besoins matériels, est castrateur en matière de développement de soi.

**François CHATEL**


Références :

1. Notons au passage que dans ce besoin de reconnaissance, Hegel inclut même celui d'appartenance et d'amour, comme évoqué plus loin.
2. Axel Honneth, *La lutte pour la reconnaissance*, éd Gallimard, collection Folio essais.
3. Sous la direction d'Alain Caillé,*La quête de reconnaissance*, éd. La Découverte.
4. Marcel Mauss, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, 1925, et éd. PUF, 2007.
5. Johann Gottlieb Fichte, *Fondement du droit naturel selon les principes de la Doctrine de la science*, (1796-1797),traduction A. Renaut, Paris, PUF, 1984.
6. Joel Feinberg, *Rights, Justice and the Bounds of Liberty. Essays in Social Philosophy*, Princeton Legacy Library.
7. Henri Laborit, *La nouvelle grille*, éd. Robert Laffond.
8. Brennan et Pettit, *L'économie de l'estime*, Oxford University Press, 2004.


### PS (post-scriptum ou parti socialiste ?)

Je voudrais revenir sur la petite phrase que Manuel Valls a prononcée lors de la cérémonie d'hommage aux victimes pour le premier anniversaire de l'attentat à l'Hyper Casher de Vincennes : «*Essayer de comprendre, c'est déjà un peu excuser*», car cette phrase est la négation de toutes les recherches et découvertes en sciences humaines. Est-ce parce que ces recherches aboutissent à la remise en cause de l'esprit du capitalisme que les privilégiés de ce système tentent de les discréditer ou les nier ?

Quand on sait combien les trois formes de reconnaissance conditionnent l'équilibre et la formation de la personne humaine, on comprend quels méfaits peuvent procurer, au cours de cette formation, toute entrave à leur réalisation. À ce propos, Axel Honneth expose ainsi les fruits de ses recherches : «*si une telle forme d'approbation sociale* (la reconnaissance) *lui* (l'individu) *fait défaut à un degré quelconque de son développement, il s'ouvre dans sa personnalité une sorte de brèche psychique dans laquelle s'introduisent des émotions négatives comme la honte ou la colère… l'expérience du mépris des exigences de reconnaissance constitue une atteinte qui menace de ruiner l'identité de la personne toute entière et comporte la possibilité que le sujet concerné prenne clairement conscience de la discrimination juridique et de l'injustice qui lui sont faites, et y trouve un motif de résistance politique et de révolte sociale… L'individu ne parvient à se libérer de la tension affective provoquée en lui par des expériences*

*humiliantes qu'en retrouvant une possibilité d'activité… Pour que l'expérience du mépris devienne le motif déterminant d'actes de militantisme, il faut qu'elle puisse s'articuler sur un mouvement social déjà constitué… Lorsque ces attitudes d'attente normatives sont déçues par la société, cela provoque précisément le type d'expériences morales qui donnent à l'individu le sentiment d'être méprisé… De tels sentiments d'injustice peuvent conduire à des actions collectives dans la mesure où un nombre important de sujets les perçoit comme typiques d'une situation sociale.»*

*«Quand il parvient à surmonter cet état d'impuissance (abaissement, humiliation) en s'engageant dans une résistance collective, l'individu découvre une forme d'expression par laquelle il peut se convaincre indirectement de sa propre valeur morale ou sociale… La non-reconnaissance vécue comme une offense [favorise] l'engagement individuel dans la lutte politique [qui] accordera [à l'individu] une considération sociale aux capacités dont il fait actuellement preuve et lui rend ainsi une partie du respect de soi qu'il avait perdu.»*

Où donc M. Valls et consorts voient-ils dans ce constat sociologique, issu d'études de nombreux cas divers et variés, une argumentation qui voudrait excuser l'acte criminel ? Ces travaux scientifiques n'ont comme objectif que de faire progresser nos connaissances sur le sujet humain et d'amener la communauté à prendre des dispositions pour que ces atrocités ne se reproduisent plus. On ne peut qu'inviter ces messieurs du gouvernement à méditer sur de telles avancées des sciences sociales, au lieu d'utiliser cyniquement les affects de la population provoqués par la barbarie pour obéir à leur addiction de publicité électoraliste.

F. C.

*Merci à nos abonné(e)s de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons en rouge, puis de plus en plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.*

souscription permanente ***POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE***

M. J. Iltis 3 – M. J.J. Bouchard 7 – M. B. Halff 27 – M. F. Pichon 50 - M. A. Anis 7- M. R. Brusseau 43 – M. F. Villedary 17- Mme Y. Gremion 37 - Melle J. Saillard 7 - Mme S. Maloberti 2. Total 200 euros. ***Merci à tous !***

*Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal en modérant le prix de l'abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens de le payer, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.*

*Malgré l'augmentation, en janvier dernier, des tarifs postaux concernant la presse, nous allons maintenir nos tarifs aussi longtemps que possible*

**TARIFS D'ABONNEMENT** (11 numéros par an)

FRANCE, *régime intérieur pour la Poste*. . . . . 23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . 26 euros.
TOM . . . . . 29 euros.
INTERNATIONAL, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, …) . . . . . 29 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . 27 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,…) . . . . . .30 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,…) . . . . . .30 euros.

**RÈGLEMENTS :**

*par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de*
***LA GRANDE RELÈVE***
*et envoyé*
**88 Bd CARNOT**
**78110 LE VÉSINET**
**FRANCE**
*N° de compte à la banque postale* 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

• JE PROLONGE MON ABONNEMENT À *LA GRANDE RELÈVE* POUR.....
• JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) MENSUEL(S) À PARTIR DU N° .....
ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire en majuscules bien lisibles)* :

*M. Mme, ou Melle, prénom, nom* : .....

*immeuble (éventuellement)* : .....

*N° et voie* : .....

*code postal et commune* : ..... *pays*.....

• JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....
.....
.....

POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros
PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....
DATE : SIGNATURE :

**CE QUE NOUS PROPOSONS :**

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

***LECTURES POUR APPROFONDIR :***

- ***JACQUES DUBOIN***

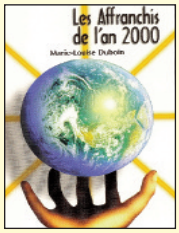
  Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

  *Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.*

- ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

  Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).

- ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***




Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

- ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, mars 2007, 240 pages, 13 euros).

- D'anciens numéros et un court résumé de nos thèses (4 pages de format A4) sont disponibles (1 euro chacun).

*Tous les prix indiqués sont franco de port.*


# La Grande Relève

**Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN**

**Direction et mise en pages :** Marie-Louise DUBOIN

**Rédaction :** les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

*Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.*

**Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié**

*(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)*



**Adresse postale** : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

**Téléphone**, *seulement le lundi après-midi*, 01 30 71 58 04

**Adresse électronique** : grande.releve.net@wanadoo.fr

**Nouveau site internet :** http: //www.economiedistributive.fr


*(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)*